

A.Vogel Production
Société par actions simplifiée au
capital de € 450.000
5A, rue Lavoisier – 68000
COLMAR
RCS COLMAR 423 748 235 –
1999 B 331

STATUTS

**TITRE I - FORME - DENOMINATION - SIEGE -
OBJET - DUREE**

ARTICLE 1 – Forme

La société "A.Vogel Production" a été constituée sous la forme d'une société à responsabilité limitée, par acte sous seing privé en date du 29 Juin 1999.

Elle a été transformée en Société par actions simplifiée suivant décision de l'associée unique en date du 05 Avril 2024.

La Société continue d'exister entre les propriétaires des actions existantes et de celles qui seraient créées ultérieurement.

Elle fonctionne indifféremment sous la même forme avec un ou plusieurs associés.

Elle est régie par les lois et les règlements en vigueur, notamment par le Livre deuxième Titre II du Code de commerce, ainsi que par les présents statuts. Elle ne peut faire appel public à l'épargne sous sa forme actuelle de Société par actions simplifiée.

A.Vogel Production
Société par actions simplifiée (kleine
Aktiengesellschaft französischen
Rechts) mit dem Grundkapital von
450.000 EUR
5A rue Lavoisier – 68000 COLMAR
Handelsregister COLMAR
423 748 235 – 1999 B 331

GESELLSCHAFTSVERTRAG

**KAPITEL I – FORM – FIRMA – SITZ – ZWECK
– DAUER**

§ 1 – Form

Die Gesellschaft „A.Vogel France“ wurde durch eine privatschriftliche Urkunde am 29. Juni 1999 in Form einer *Société à responsabilité limitée* [Gesellschaft mit beschränkter Haftung französischen Rechts] gegründet.

Sie wurde durch einen Beschluss des Alleingesellschafters vom 05.04.24 in eine *Société par actions simplifiée* [Kleine Aktiengesellschaft französischen Rechts] umgewandelt.

Die Gesellschaft besteht zwischen den Inhabern der vorhandenen Aktien und den Inhabern derjenigen, die später geschaffen werden könnten, fort.

Sie funktioniert gleichermaßen mit einem als auch mit mehreren Gesellschaftern.

Sie unterliegt den geltenden gesetzlichen Bestimmungen und Vorschriften, insbesondere dem 2. Buch, Kapitel II des *Code de commerce* [französische Handelsgesetzbuch], sowie der vorliegenden Satzung. Sie kann in ihrer aktuellen Form als kleine Aktiengesellschaft französischen Rechts nicht öffentlich den Kapitalmarkt in Anspruch nehmen.

Ba

ARTICLE 2 - Objet

La société a pour objet :

- Toutes opérations de travail à façon pour le compte d'un donneur d'ouvrage dans le domaine des produits alimentaires et diététiques ainsi que toutes prestations de services accessoires.
- Et en général, toutes opérations commerciales, industrielles, financières, mobilières ou immobilières concernant directement ou indirectement l'objet social ci-dessus défini.

ARTICLE 3 - Dénomination sociale

La dénomination de la société est :

"A.Vogel Production"

Sur tous les actes et documents émanant de la Société, la dénomination sociale doit être précédée ou suivie immédiatement des mots « Société par actions simplifiée » ou des initiales « S.A.S. » et de l'énonciation du capital social.

ARTICLE 4 - Siège social

Le siège social est fixé à 68000 COLMAR, 5A, rue Lavoisier -

Il peut être transféré par décision du Président qui est habilité à modifier les statuts en conséquence. Toutefois, la décision devra être ratifiée par la plus proche décision de l'associé unique ou de la collectivité des associés.

ARTICLE 5 – Durée

La durée de la société est fixée à quatre-vingt-dix-neuf années (99) à compter du jour de son immatriculation au registre du commerce et des sociétés, sauf en cas de dissolution anticipée ou de prorogation.

§ 2 – Gesellschaftszweck

Der Gegenstand der Gesellschaft umfasst:

- Alle Lohnfertigungsgeschäfte für einen Auftraggeber im Bereich Lebensmittel und diätetische Produkte sowie alle damit verbundenen Dienstleistungen.
- Und im Allgemeinen alle Handels-, Industrie-, Finanz-, Mobilen- oder Immobiliengeschäfte, die direkt oder indirekt den oben definierten Gesellschaftszweck betreffen.

§ 3 – Firma

Die Firma der Gesellschaft lautet:

„A.Vogel Production“

Alle Dokumente und Schriftstücke der Gesellschaft haben die Firmenbezeichnung der Gesellschaft zu tragen, der die Worte „Société par actions simplifiée“ (Vereinfachte Aktiengesellschaft) oder die Abkürzung „SAS“ entweder vorangehen oder unmittelbar folgen; zudem ist stets das Grundkapital anzugeben.

§ 4 – Sitz

Der Firmensitz befindet sich in 68000 COLMAR, 5A rue Lavoisier –

Er kann durch einen Beschluss des Präsidenten verlegt werden, der zur dementsprechenden Änderung des Gesellschaftsvertrags berechtigt ist. Der Beschluss ist jedoch durch den nächsten Gemeinschaftsbeschluss des Alleingesellschafters oder der Gesellschaftergemeinschaft zu genehmigen.

§ 5 – Dauer

Die Dauer der Gesellschaft wird auf neunundneunzig (99) Jahre festgesetzt, beginnend mit dem Tag ihrer Eintragung beim Handelsregister, wenn nicht eine vorherige Auflösung oder eine Verlängerung entschieden wird.

TITRE II – APPORTS – CAPITAL SOCIAL

ARTICLE 6 – Apports

Lors de la constitution, il a été apporté par :

. La société BIOFORCE AG ROGGWIL TG,
la somme de € 449.900,--

. La société AVOBA FRANCE,
la somme de € 100,--

SOIT AU TOTAL LA SOMME DE € 450.000,--
=====

Laquelle somme de € 450.000 a été déposée par les associés le 29 Juin 1999 au crédit d'un compte ouvert au nom de la société en formation auprès de la BANQUE POPULAIRE DU HAUT-RHIN, Agence de COLMAR.

Par acte de cession de part sociale en date du 02 novembre 2011 la Société AVOBA FRANCE a cédé 1 part sociale portant le n°4.500 à la Société BIOFORCE AG ROGGWIL TG.

ARTICLE 7 - Capital social

Le capital social est fixé à la somme de QUATRE CENT CINQUANTE MILLE EUROS (€ 450.000) ; il est divisé en 4.500 actions de € 100 chacune, entièrement libérées et de même catégorie.

ARTICLE 8 - Modifications du capital social

Le capital social peut être augmenté ou réduit dans les conditions prévues par la loi par décision unilatérale de l'associé unique ou par une décision collective des associés statuant sur le rapport de l'organe dirigeant.

Le capital social peut être augmenté soit par émission d'actions ordinaires ou de préférence, soit par majoration du montant nominal des titres de capital existants.

Il peut également être augmenté par l'exercice des droits attachés à des valeurs mobilières donnant accès au capital, dans les conditions prévues par la loi.

KAPITEL II – EINLAGEN – GRUNDKAPITAL

§ 6 – Einlagen

Bei der Gründung wurde eingebracht von:

. BIOFORCE AG ROGGWIL TG,
ein Betrag von 449.900,-- EUR

. AVOBA France,
ein Betrag von 100,-- EUR

D. H. INSGESAMT
EIN BETRAG VON 450.000,-- EUR
=====

Dieser Betrag von 450.000 EUR wurde von den Gesellschaftern am 29. Juni 1999 auf ein Konto eingezahlt, das im Namen der in Gründung befindlichen Gesellschaft bei der BANQUE POPULAIRE DU HAUT-RHIN, Filiale COLMAR, eröffnet wurde.

Mit einem Vertrag über die Veräußerung eines Geschäftsanteils vom 02. November 2011 hat die Gesellschaft AVOBA FRANCE einen Anteil mit der Nr. 4.500 an die Gesellschaft BIOFORCE AG ROGGWIL TG übertragen.

§ 7 – Grundkapital

Das Grundkapital wird auf den Betrag von VIERHUNDERTFÜNFZIGTAUSEND EURO (450.000 EUR) festgesetzt; es ist in 4.500 Aktien zu jeweils 100 EUR unterteilt, die derselben Kategorie angehören und vollständig eingezahlt wurden.

§ 8 – Kapitaländerungen

Das Grundkapital kann unter den gesetzlich vorgesehenen Bedingungen auf einseitigen Beschluss des Alleingeschafters oder durch einen Gemeinschaftsbeschluss der Gesellschafter, die über den Bericht des Leitungsorgans entscheiden, erhöht oder herabgesetzt werden.

Das Grundkapital kann entweder durch die Ausgabe von Stamm- oder Vorzugsaktien, oder durch die Erhöhung des Nennbetrags der vorhandenen Kapitalanteile erhöht werden.

Es kann auch durch die Ausübung von Rechten erhöht werden, die mit Wertpapieren verbunden sind,

Les titres de capital nouveaux sont émis soit à leur montant nominal, soit à ce montant majoré d'une prime d'émission.

Ils sont libérés soit par apport en numéraire y compris par compensation avec des créances liquides et exigibles sur la Société, soit par apport en nature, soit par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission, soit en conséquence d'une fusion ou d'une scission.

Ils peuvent aussi être libérés consécutivement à l'exercice d'un droit attaché à des valeurs mobilières donnant accès au capital comprenant, le cas échéant, le versement des sommes correspondantes.

L'associé unique peut déléguer à l'organe dirigeant les pouvoirs nécessaires à l'effet de réaliser ou de décider, dans les conditions et délais prévus par la loi, l'augmentation ou la réduction du capital.

En cas d'augmentation du capital en numéraire ou d'émission de valeurs mobilières donnant accès au capital ou donnant droit à l'attribution de titres de créances, les associés (s'ils sont plusieurs) ont, sauf stipulations contraires éventuelles des présents statuts concernant les actions de préférence sans droit de vote, proportionnellement au montant de leurs actions, un droit de préférence à la souscription des nouveaux titres émis. Toutefois, les associés peuvent renoncer à titre individuel à leur droit préférentiel de souscription et la décision d'augmentation du capital peut supprimer ce droit préférentiel dans les conditions prévues par la loi.

Les actions nouvelles de numéraire doivent obligatoirement être libérées lors de la souscription de la quotité du nominal (ou du pair) prévue par la loi et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission.

ARTICLE 9 – Comptes courants

Les associés et le Président peuvent, dans le respect de la réglementation en vigueur, mettre à la disposition de la Société toutes sommes dont celle-ci peut avoir besoin sous forme d'avances en «Comptes courants».

Les conditions et modalités de ces avances, et notamment leur rémunération et les conditions de retrait sont déterminées d'accord commun entre les associés et l'organe dirigeant.

welche unter den gesetzlich vorgesehenen Bedingungen Zugang zum Kapital gewähren.

Die neuen Kapitalanteile werden entweder zu ihrem Nennwert ausgegeben, oder zum Nennwert zuzüglich einer Ausgabeprämie.

Sie werden entweder durch Bareinlagen, einschließlich der Verrechnung mit liquiden und fälligen Forderungen gegenüber der Gesellschaft eingezahlt, oder durch Sacheinlagen, oder durch die Umwandlung von Rücklagen, Gewinnen oder Ausgabeprämien, oder als Folge einer Fusion oder einer Spaltung.

Sie können auch in Folge der Ausübung eines mit den Wertpapieren verbundenen Anspruchs, der Zugang zum Kapital gewährt, und gegebenenfalls die Einzahlung der entsprechenden Beträge umfasst, eingezahlt werden.

Der Alleingesellschafter kann an das Leitungsorgan die erforderlichen Befugnisse übertragen, um unter den gesetzlich vorgesehenen Bedingungen und Fristen die Kapitalerhöhung oder -herabsetzung vorzunehmen.

Im Fall der Kapitalerhöhung in bar oder der Ausgabe von Wertpapieren, die Zugang zum Kapital oder zur Zuteilung von Forderungsscheinen gewähren, wird den Gesellschaftern (falls mehrere vorhanden) proportional zum Betrag ihrer Aktien ein Bezugsrecht auf die Zeichnung der neu ausgegebenen Anteile eingeräumt, vorbehaltlich eventueller gegenteiliger Bestimmungen der vorliegenden Satzung bezüglich Vorzugsaktien ohne Stimmrecht. Die Gesellschafter können jedoch individuell auf ihr Bezugsrecht verzichten, und dieses Bezugsrecht kann durch den Beschluss der Kapitalerhöhung unter den gesetzlich vorgesehenen Bedingungen aufgehoben werden.

Neue Baraktien müssen bei der Zeichnung zwingend zum gesetzlich vorgesehenen Anteil des Nennwerts (oder des Parikurses) eingezahlt werden, wobei gegebenenfalls die Ausgabeprämie vollständig zu zahlen ist.

§ 9 – Verrechnungskonten

Die Gesellschafter und der Präsident können unter Einhaltung der geltenden Vorschriften der Gesellschaft jegliche von ihnen benötigten Beträgen in Form von Vorschüssen über die „Verrechnungskonten“ zur Verfügung stellen.

Die Bedingungen und Modalitäten dieser Vorschüsse, insbesondere ihre Verzinsung und die

TITRE III

ACTIONS

ARTICLE 10 - Forme des actions

Les actions sont obligatoirement nominatives. Elles sont inscrites en compte conformément à la réglementation en vigueur et aux usages applicables.

Tout associé peut demander à la Société la délivrance d'une attestation d'inscription en compte.

ARTICLE 11 - Droits et obligations attachés aux actions

1. Toute action, donne droit dans les bénéfices et l'actif social, à une part nette proportionnelle à la quotité de capital qu'elle représente.

Pour y parvenir, il est fait masse, le cas échéant, de toutes exonérations fiscales comme de toutes taxations pouvant être prises en charge par la Société et auxquelles les répartitions au profit des actions pourraient donner lieu.

2. Les associés ne supportent les pertes qu'à concurrence de leurs apports.

3. Les actions sont indivisibles à l'égard de la Société. Les copropriétaires indivis doivent se faire représenter auprès de la Société par l'un d'entre eux ou par un mandataire unique désigné en justice en cas de désaccord.

4. Le droit de vote attaché aux actions démembrées appartient au nu-propriétaire pour toutes les décisions collectives, sauf pour celles concernant l'affectation des bénéfices de l'exercice où il est réservé à l'usufruitier.

5. Chaque fois qu'il est nécessaire de posséder plusieurs actions pour exercer un droit quelconque, les propriétaires de titres isolés ou en nombre inférieur à celui requis ne pourront exercer ce droit qu'à condition d'avoir fait leur affaire personnelle du

Bedingungen für die Rücknahme, werden von den Gesellschaftern und dem Leitungsorgan gemeinsam festgelegt.

KAPITEL III

AKTIEN

§ 10 – Aktienform

Bei den Aktien handelt es sich zwingend um Namensaktien. Sie werden unter den gesetzlich vorgesehenen Bedingungen und der üblichen Praxis im Konto ihrer Eigentümer eingetragen.

Auf Antrag des Gesellschafters wird ihm durch die Gesellschaft eine Bescheinigung über die Eintragung im Konto ausgestellt.

§ 11 – Mit den Aktien verbundene Rechte und Pflichten

1. Jede Aktie berechtigt zu einem Nettoanteil am Gewinn und am Gesellschaftsvermögen, der dem entsprechenden Kapitalanteil proportional ist.

Um dieses Ergebnis zu erhalten, werden gegebenenfalls alle Steuerbefreiungen sowie alle durch die Gesellschaft eventuell übernommenen Besteuerungen, zu denen diese Ausschüttungen zugunsten der Aktien führen könnten, berücksichtigt.

2. Die Gesellschafter tragen Verluste nur bis zur Höhe ihrer Einlagen.

3. Die Aktien sind gegenüber der Gesellschaft unteilbar. Die Gemeinschaftseigentümer von Aktien sind dazu verpflichtet, sich gegenüber der Gesellschaft durch einen einzigen von ihnen oder durch einen einheitlichen Bevollmächtigten vertreten zu lassen, der im Fall von Uneinigkeit gerichtlich bestellt wird.

4. Das mit den aufgeteilten Aktien verbundene Stimmrecht steht dem bloßen Eigentümer für alle Gemeinschaftsbeschlüsse zu; nur im Fall von Beschlüssen bezüglich der Verwendung des Jahresergebnisses steht es dem Nutznießer zu.

5. Wann immer es notwendig ist, mehrere Aktien zu besitzen, um ein bestimmtes Recht auszuüben, können die Inhaber einzelner Aktien oder einer

groupement et, éventuellement de l'achat ou de la vente du nombre d'actions ou de titres nécessaires.

ARTICLE 12 – Libération des actions

1 - Toute souscription d'actions en numéraire est obligatoirement accompagnée du versement de la quotité minimale prévue par la loi et, le cas échéant, de la totalité de la prime d'émission. Le surplus est payable en une ou plusieurs fois aux époques et dans les proportions qui seront fixées par l'organe dirigeant en conformité de la loi. Les appels de fonds sont portés à la connaissance des associés quinze jours au moins avant l'époque fixée pour chaque versement, par lettres recommandées avec demande d'avis de réception.

Les associés ont la faculté d'effectuer des versements anticipés.

2 - A défaut de libération des actions à l'expiration du délai fixé par l'organe dirigeant, les sommes exigibles sont, de plein droit, productives d'intérêt au taux de l'intérêt légal, à partir de la date d'exigibilité, le tout sans préjudice des recours et sanctions prévus par la loi.

TITRE IV

CESSION, TRANSMISSION ET LOCATION DES ACTIONS

ARTICLE 13 - Dispositions communes applicables aux cessions d'actions

Définitions

Dans le cadre des présents statuts, les soussignés sont convenus des définitions ci-après :

a) **Cession** : signifie toute opération à titre onéreux ou gratuit entraînant le transfert de la pleine propriété, de la nue-propriété ou de l'usufruit des valeurs mobilières émises par la Société, à savoir : cession, transmission, échange, apport en société, fusion et opération assimilée, cession judiciaire, constitution de trusts, nantissement, liquidation, transmission universelle de patrimoine.

unzureichenden Zahl von Aktien dieses Recht jeweils nur dann ausüben, wenn sie sich selbst um die Zusammenlegung und eventuell den Kauf oder Verkauf der erforderlichen Anzahl von Aktien oder Wertpapieren gekümmert haben.

§ 12 – Einzahlung der Aktien

1 – Jede Barzeichnung von Aktien geht zwingend mit der Bezahlung des gesetzlich vorgesehenen Mindestanteils einher, und ggf. der Gesamtheit der Ausgabeprämie. Die Einzahlung des Restbetrags hat in Form einer oder mehrerer Zahlungen zu den Zeitpunkten und in Anteilen, die vom Leitungsorgan in Übereinstimmung mit dem Gesetz festgesetzt werden, zu erfolgen. Die Aufforderungen zur Einzahlung werden den Gesellschaftern mindestens fünfzehn Tage vor dem für jede Bezahlung festgesetzten Zeitpunkt per Einschreiben mit Rückschein zugestellt.

Die Gesellschafter haben die Möglichkeit, vorzeitige Zahlungen vorzunehmen.

2 – Werden die Aktien nicht bis zum Ablauf der vom Leitungsorgan festgelegten Frist eingezahlt, werden auf die fälligen Beträge von Rechts wegen ab dem Fälligkeitsdatum Zinsen in Höhe des gesetzlichen Zinssatzes erhoben, unbeschadet der gesetzlich vorgesehenen Rechtsmittel und Sanktionen.

KAPITEL IV

VERÄUSSERUNG, ÜBERTRAGUNG UND AUSLEIHUNG VON AKTIEN

§ 13 – Für Aktienübertragungen geltende allgemeine Bestimmungen

Definitionen

Die Unterzeichneten haben im Rahmen des vorliegenden Gesellschaftsvertrags die nachfolgenden Definitionen vereinbart:

a) **Veräußerung**: bedeutet insbesondere jede gegen Entgelt oder unentgeltlich ausgeführte Transaktion, die den Übergang des vollen Eigentums, des bloßen Eigentums oder des Nießbrauchs an den von der Gesellschaft ausgegebenen Wertpapieren zur Folge hat, und zwar: Veräußerung, Übertragung, Tausch, Einlage in eine Gesellschaft, Fusion oder ein

b) **Action** ou **Valeur mobilière** : signifie les valeurs mobilières émises par la Société donnant accès de façon immédiate ou différée et de quelque manière que ce soit, à l'attribution d'un droit au capital et/ou d'un droit de vote de la Société, ainsi que les bons et droits de souscription et d'attribution attachés à ces valeurs mobilières.

Modalités de transmission des actions

La transmission des actions émises par la Société s'opère par un virement de compte à compte sur production d'un ordre de mouvement. Ce mouvement est inscrit sur le registre des mouvements coté et paraphé.

ARTICLE 14 – Cession et transmission des actions

1. Forme. La cession des actions s'opère, à l'égard de la société et des tiers, par un virement du compte du cédant au compte du cessionnaire sur production d'un ordre de mouvement. Ce mouvement est préalablement inscrit sur un registre coté et paraphé, tenu chronologiquement, dit « registre des mouvements ».

La société est tenue de procéder à cette inscription et à ce virement dès réception de l'ordre de mouvement.

L'ordre de mouvement, établi sur un formulaire fourni ou agréé par la société, est signé par le cédant ou son mandataire ; si les actions ne sont pas entièrement libérées, mention doit être faite de la fraction non libérée.

Les frais de transfert des actions sont à la charge des cessionnaires, sauf convention contraire entre cédants et cessionnaires.

Les actions non libérées des versements exigibles ne sont pas admises au transfert.

2. Cession par l'actionnaire unique.

ähnliches Geschäft, gerichtlich angeordnete Übertragung, Einrichtung eines Trusts, Verpfändung, Liquidation, Gesamtübertragung des Vermögens.

b) **Aktie** oder **Wertpapier**: bedeutet die durch die Gesellschaft ausgegebenen Wertpapiere, die sofort oder zu einem späteren Zeitpunkt auf beliebige Weise zur Zuweisung eines Anteils am Kapital und/oder eines Stimmrechts der Gesellschaft Zugang verschaffen, sowie die mit diesen Wertpapieren verbundenen Optionsscheine und Rechte auf Zeichnung und Zuteilung.

Modalitäten der Aktienübertragung

Die Übertragung der von der Gesellschaft ausgegebenen Aktien erfolgt durch Überweisung von einem auf das andere Konto gegen Vorlage einer Übertragungserklärung. Diese Bewegung wird im paraphierten Übertragungsregister mit Seitennummerierung eingetragen.

§ 14 – Veräußerung und Übertragung von Aktien

1. Form. Die Übertragung der Aktien erfolgt gegenüber der Gesellschaft und gegenüber Dritten durch eine Überweisung vom Konto des Veräußerers auf das Konto des Erwerbers, nach Vorlage einer Übertragungserklärung. Diese Übertragung wird vorausgehend in einem chronologisch geführten paraphierten Register mit Seitennummerierung eingetragen, das als „Übertragungsregister“ bezeichnet wird.

Die Gesellschaft ist dazu verpflichtet, diese Eintragung und Überweisung unmittelbar nach Erhalt der Übertragungserklärung vorzunehmen.

Die Übertragungserklärung, die auf einem von der Gesellschaft gestellten oder genehmigten Formular erstellt wird, wird durch den Veräußerer oder dessen Bevollmächtigten unterzeichnet; falls die Aktien nicht vollständig eingezahlt wurden, ist der nicht eingezahlte Anteil zu vermerken.

Die Übertragungskosten der Aktien gehen zulasten des Erwerbers, vorbehaltlich anderslautender Vereinbarungen zwischen den Veräußerern und den Erwerbern.

Aktien, deren fällige Beträge nicht eingezahlt wurden, sind nicht übertragbar.

2. Übertragung durch den Alleingesellschafter

Les cessions d'actions par l'actionnaire unique sont libres. 3. Pluralité d'actionnaires. Si la société vient à compter plusieurs actionnaires, toute cession d'actions à un tiers non actionnaire à quelque titre que ce soit est soumise à l'agrément préalable de la collectivité des associés statuant à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote. 2. La demande d'agrément doit être notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception adressée au Président de la Société et indiquant le nombre d'actions dont la cession est envisagée, le prix de la cession, les nom, prénoms, adresse, nationalité de l'acquéreur ou s'il s'agit d'une personne morale, son l'identification complète (dénomination, siège social, numéro RCS, montant et répartition du capital, identité de ses dirigeants sociaux). Cette demande d'agrément est transmise par le Président aux associés. 3. Le Président dispose d'un délai de trois (3) mois à compter de la réception de la demande d'agrément pour faire connaître au Cédant la décision de la collectivité des associés. Cette notification est effectuée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception. A défaut de réponse dans le délai ci-dessus, l'agrément sera réputé acquis. 4. Les décisions d'agrément ou de refus d'agrément ne sont pas motivées. 5. En cas d'agrément, l'associé Cédant peut réaliser librement la cession aux conditions notifiées dans sa demande d'agrément. Le transfert des actions doit être réalisé au plus tard dans les trente jours de la décision d'agrément : à défaut de réalisation du transfert dans ce délai, l'agrément serait frappé de caducité. 6. En cas de refus d'agrément, la Société est tenue dans un délai de un (1) mois à compter de la notification du refus d'agrément, d'acquérir ou de faire acquérir les actions de l'associé Cédant par un ou plusieurs tiers agréés selon la procédure ci-dessus prévue. Si le rachat des actions n'est pas réalisé du fait de la Société dans ce délai d'un mois; l'agrément du ou des cessionnaires est réputé acquis.	Die Aktienübertragungen durch den Alleingesellschafter sind freigestellt. 3. Beim Vorhandensein mehrerer Gesellschafter Falls die Gesellschaft mehrere Gesellschafter umfasst, bedarf jede aus jeglichem Grund erfolgende Übertragung von Aktien an einen Dritten, der kein Gesellschafter ist, der vorherigen Zustimmung der Gesamtheit der Gesellschafter, die mit der Mehrheit der Stimmen der stimmberechtigten Gesellschafter beschließt. 2. Der Genehmigungsantrag ist dem Präsidenten der Gesellschaft per Einschreiben mit Rückschein zuzustellen, unter Angabe der Zahl der Aktien, deren Veräußerung geplant ist, dem Verkaufspreis, dem Namen, Vornamen und der Staatsangehörigkeit des Erwerbers, bzw. wenn es sich um eine juristische Person handelt, ihrer vollständigen Identifizierung (Firma, Sitz, Handelsregisternummer, Höhe und Verteilung des Kapitals, Identität ihrer Leiter). Dieser Genehmigungsantrag wird vom Präsidenten den Gesellschaftern weitergeleitet. 3. Der Präsident verfügt über eine Frist von drei (3) Monaten ab Erhalt des Genehmigungsantrags, um dem Veräußerer den Beschluss der Gesellschaftergemeinschaft mitzuteilen. Diese Mitteilung ergeht per Einschreiben mit Rückschein. In Ermangelung einer Antwort innerhalb dieser Frist gilt die Genehmigung als erteilt. 4. Die Genehmigungs- oder Ablehnungsbeschlüsse brauchen nicht begründet zu werden. 5. Im Fall der Genehmigung kann der veräußernde Gesellschafter die Übertragung unter den im Genehmigungsantrag angegebenen Bedingungen durchführen. Die Übertragung der Aktien hat spätestens innerhalb von dreißig Tagen nach dem Genehmigungsbeschluss zu erfolgen: sofern die Übertragung nicht innerhalb dieser Frist ausgeführt wird, verfällt die Genehmigung. 6. Im Fall der Ablehnung ist die Gesellschaft innerhalb einer Frist von einem (1) Monat nach Benachrichtigung über die Ablehnung der Genehmigung dazu verpflichtet, die Aktien des verkaufswilligen Gesellschafters aufzukaufen oder durch einen oder mehrere Dritte, die nach dem obenstehenden Verfahren genehmigt wurden, aufkaufen zu lassen. Falls der Kauf der Aktien durch Verschulden der Gesellschaft nicht innerhalb dieser einmonatigen
--	--

En cas d'acquisition des actions par la Société, celle-ci est tenue dans un délai de six (6) mois à compter de l'acquisition de les céder ou de les annuler.

Le prix de rachat des actions par un tiers ou par la Société est déterminé d'un commun accord entre les parties. A défaut d'accord, le prix sera déterminé à dire d'expert, dans les conditions de l'article 1843-4 du Code civil.

ARTICLE 15 - Décès d'un associé

En cas de décès d'un associé, ses successeurs seront soumis à la procédure d'agrément prévue à l'article 14 des présents statuts.

ARTICLE 16 – Location d'actions

La location des actions est interdite.

TITRE IV ADMINISTRATION ET DIRECTION DE LA SOCIETE - CONVENTIONS ENTRE LA SOCIETE ET SES DIRIGEANTS - COMMISSAIRES AUX COMPTES

ARTICLE 17 - Président de la Société

La Société est représentée, dirigée et administrée par un Président, personne physique ou morale, associé ou non, de la Société.

Désignation

Le Président est désigné pour une durée déterminée ou non par l'associé unique ou la collectivité des associés qui fixe son éventuelle rémunération.

La personne morale Président est représentée par son représentant légal sauf si, lors de sa nomination ou à tout moment en cours de mandat, elle désigne une personne spécialement habilitée à la représenter

Frist durchgeführt wurde, gilt die Genehmigung des oder der Erwerber als erteilt.

Wenn die Aktien durch die Gesellschaft erworben werden, ist sie innerhalb von sechs (6) Monaten nach dem Erwerb verpflichtet, sie zu veräußern oder einzuziehen.

Der Preis für den Aufkauf der Aktien durch einen Dritten oder durch die Gesellschaft wird im gegenseitigen Einvernehmen zwischen den Parteien festgesetzt. Sofern keine Einigung erzielt werden kann, wird der Preis gemäß den Bestimmungen von Art. 1843-4 des *Code civil* [französisches Zivilgesetzbuch] durch einen Sachverständigen festgelegt.

§ 15 – Tod eines Gesellschafters

Im Falle des Todes eines Gesellschafters werden seine Nachfolger dem in § 14 dieser Satzung vorgesehenen Genehmigungsverfahren unterzogen.

§ 16 – Ausleihung von Aktien

Die Ausleihung der Aktien ist untersagt.

KAPITEL IV – VERWALTUNG UND LEITUNG DER GESELLSCHAFT – VEREINBARUNGEN ZWISCHEN DER GESELLSCHAFT UND IHREN LEITERN – ABSCHLUSSPRÜFER

§ 17 – Präsident der Gesellschaft

Die Gesellschaft wird durch einen Präsidenten vertreten, geleitet und verwaltet, wobei es sich um eine natürliche Person oder eine juristische Person handeln kann, die Gesellschafter sein kann, aber nicht muss.

Ernennung

Der Präsident wird vom Alleingesellschafter oder der Gesellschaftergemeinschaft für eine befristete oder unbefristete Dauer ernannt. Dabei wird auch seine eventuelle Vergütung festgesetzt.

Die juristische Person, die das Amt des Präsidenten innehat, wird durch ihren gesetzlichen Vertreter vertreten, sofern sie nicht zum Zeitpunkt ihrer

en qualité de représentant.

Lorsqu'une personne morale est nommée Président, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Président en leur propre nom, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Le Président, personne physique, ou le représentant de la personne morale Président, peut être également lié à la Société par un contrat de travail à condition que ce contrat corresponde à un emploi effectif.

Cessation des fonctions

Le Président peut démissionner sans avoir à justifier de sa décision à la condition de notifier celle-ci à l'associé unique ou à la collectivité des associés un mois avant la date de prise d'effet de cette décision.

L'associé unique ou la collectivité des associés, peut mettre fin à tout moment au mandat du Président. La révocation n'a pas à être motivée et n'ouvre droit à aucune indemnisation.

Par exception aux dispositions qui précèdent, le Président est révoqué de plein droit, sans indemnisation, dans les cas suivants :

- dissolution, mise en redressement ou liquidation judiciaire ou interdiction de gestion du Président personne morale ;
- exclusion du Président associé ;
- interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou une personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Président personne physique.

Pouvoirs

Le Président dirige la Société et la représente à l'égard des tiers. A ce titre, il est investi de tous les pouvoirs nécessaires pour agir en toute circonstance au nom de la Société, dans la limite de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus par les dispositions légales et les présents statuts à l'associé unique ou à la collectivité des associés.

Ernennung oder zu einem beliebigen Zeitpunkt während ihrer Amtszeit eine Person benennt, die speziell zu ihrer Vertretung befugt wird.

Wenn eine juristische Person zum Präsidenten ernannt wird, unterliegen ihre Leiter denselben Bedingungen und Pflichten und sind derselben bürgerlichen und strafrechtlichen Haftpflicht ausgesetzt, wie wenn sie in ihrem eigenen Namen Präsident wären, unbeschadet der Solidarhaftung der von ihnen geleiteten juristischen Person.

Die natürliche Person oder der Vertreter der juristischen Person, die das Amt des Präsidenten innehat, kann auch durch einen Arbeitsvertrag an die Gesellschaft gebunden sein, sofern dieser Vertrag einer tatsächlichen Stelle entspricht.

Beendigung des Amts

Der Präsident kann von seinem Amt zurücktreten, ohne seinen Beschluss zu rechtfertigen zu haben, wobei er seinen Rücktritt dem Alleingesellschafter oder der Gesellschaftergemeinschaft unter Wahrung einer Frist von einem Monat vor dem Datum des Inkrafttretens dieses Beschlusses mitzuteilen hat.

Der Alleingesellschafter oder die Gesellschaftergemeinschaft können jederzeit das Amt des Präsidenten beenden. Die Abberufung bedarf keiner Begründung und begründet keinen Anspruch auf Entschädigung.

Abweichend von den vorausgehenden Bestimmungen wird der Präsident von Rechts wegen ohne Entschädigungsanspruch in den folgenden Fällen abberufen:

- Auflösung, gerichtliches Sanierungs- oder Liquidationsverfahren oder Geschäftsführungsverbot der juristischen Person, die Präsident ist;
- Ausschluss des Gesellschafters, der Präsident ist;
- Verbot der Leitung, Geschäftsführung, Verwaltung oder Kontrolle eines Unternehmens oder einer juristischen Person, Geschäftsunfähigkeit oder Privatinsolvenz der natürlichen Person, die Präsident ist.

Befugnisse

Der Präsident leitet die Gesellschaft und vertritt sie gegenüber Dritten. In dieser Eigenschaft ist er mit allen notwendigen Befugnissen ausgestattet, um unter allen Umständen im Namen der Gesellschaft zu handeln, innerhalb der Grenzen des Gesellschaftszwecks und der Befugnisse, die durch

Le Président peut, sous sa responsabilité, consentir par écrit toutes délégations de pouvoirs à tout tiers pour un ou plusieurs objets déterminés.

ARTICLE 18 - Directeurs Généraux

Désignation

Sur proposition du Président, l'associé unique ou la collectivité des associés peut donner mandat à une ou plusieurs personnes morale ou personne physique d'assister le Président en qualité de Directeur Général.

La personne morale Directeur Général est représentée par son représentant légal sauf si, lors de sa nomination ou à tout moment en cours de mandat, elle désigne une personne spécialement habilitée à la représenter en qualité de représentant.

Lorsqu'une personne morale est nommée Directeur Général, ses dirigeants sont soumis aux mêmes conditions et obligations et encourent les mêmes responsabilités civile et pénale que s'ils étaient Directeur Général en leur propre nom, sans préjudice de la responsabilité solidaire de la personne morale qu'ils dirigent.

Le Directeur Général personne physique peut bénéficier d'un contrat de travail au sein de la Société.

Durée des fonctions

La durée des fonctions du Directeur Général est fixée dans la décision de nomination sans que cette durée puisse excéder celle des fonctions du Président.

Toutefois, en cas de cessation des fonctions du Président, le Directeur Général reste en fonctions, sauf décision contraire de l'associé unique ou des associés, jusqu'à la nomination du nouveau Président.

Le Directeur Général peut démissionner de son mandat par lettre recommandée adressée au Président, sous réserve de respecter un préavis d'un mois, lequel pourra être réduit lors de consultation qui aura à statuer sur le remplacement du Directeur

die gesetzlichen Bestimmungen und die vorliegende Satzung ausdrücklich dem Alleingesellschafter oder der Gesellschaftergemeinschaft übertragen wurden.

Der Präsident kann unter seiner Verantwortung an jeglichen Dritten für einen oder mehrere bestimmte Zwecke beliebige Befugnisse abtreten.

§ 18 – Generaldirektoren

Ernennung

Auf Vorschlag des Präsidenten kann der Alleingesellschafter oder die Gesellschaftergemeinschaft eine oder mehrere juristische oder natürliche Personen damit beauftragen, den Präsidenten als Generaldirektor zu unterstützen.

Die juristische Person, die das Amt des Generaldirektors innehat, wird durch ihren gesetzlichen Vertreter vertreten, sofern sie nicht zum Zeitpunkt ihrer Ernennung oder zu einem beliebigen Zeitpunkt während ihrer Amtszeit eine Person benennt, die speziell zu ihrer Vertretung ermächtigt wurde.

Wenn eine juristische Person zum Generaldirektor ernannt wird, unterliegen ihre Leiter denselben Bedingungen und Pflichten und sind derselben bürgerlichen und strafrechtlichen Haftpflicht ausgesetzt, wie wenn sie in ihrem eigenen Namen Generaldirektor wären, unbeschadet der Solidarhaftung der von ihnen geleiteten juristischen Person.

Eine natürliche Person, die Generaldirektor ist, kann einen Arbeitsvertrag mit der Gesellschaft haben.

Dauer der Amtszeit

Die Dauer der Amtszeit des Generaldirektors wird mit dem Ernennungsbeschluss festgesetzt, wobei diese Dauer nicht die Dauer der Amtszeit des Präsidenten überschreiten kann.

Im Fall der Beendigung des Amtes des Präsidenten bleibt der Generaldirektor jedoch im Amt, sofern der Alleingesellschafter oder die Gesellschafter nichts anderes beschließen, bis zur Ernennung des neuen Präsidenten.

Der Generaldirektor kann unter Einhaltung einer Kündigungsfrist von einem Monat durch ein an den Präsidenten gerichtetes Einschreiben von seinem Amt zurücktreten. Bei der Befragung, die über die

Général démissionnaire.

Le Directeur Général peut être révoqué à tout moment et sans qu'un juste motif soit nécessaire, par l'associé unique ou par décision collective des associés délibérant dans les conditions prévues pour les décisions ordinaires. La révocation des fonctions de Directeur Général n'ouvre droit à aucune indemnité.

En outre, le Directeur Général est révoqué de plein droit dans les cas suivants :

- dissolution, mise en redressement, liquidation judiciaire ou interdiction de gestion du Directeur Général personne morale ;
- exclusion du Directeur Général associé ;
- interdiction de diriger, gérer, administrer ou contrôler une entreprise ou une personne morale, incapacité ou faillite personnelle du Directeur Général personne physique.

Rémunération

L'éventuelle rémunération du Directeur Général est fixée dans la décision de nomination, sauf pour la rémunération qui résulte de son contrat de travail.

Pouvoirs

Sauf limitation fixée par la décision de nomination ou par une décision ultérieure, le Directeur Général dispose des mêmes pouvoirs de direction que le Président.

A ce titre, il est investi de tous les pouvoirs nécessaires pour agir en toute circonstance au nom de la Société, dans la limite de l'objet social et des pouvoirs expressément dévolus par les dispositions légales et les présents statuts à l'associé unique ou à la collectivité des associés.

Le Directeur Général dispose du pouvoir de représenter la Société à l'égard des tiers.

Toutefois, dans ses rapports avec la Société et sans que ces restrictions soient opposables aux tiers, le Directeur Général ne pourra réaliser les opérations suivantes qu'avec l'autorisation préalable de l'Associé Unique :

- a. Achats, ventes, apports ou échanges

Ersetzung des zurückgetretenen Präsidenten zu entscheiden hat, kann diese Kündigungsfrist reduziert werden.

Der Generaldirektor kann jederzeit und ohne dass ein triftiger Grund vorliegen muss, vom Alleingesellschafter oder durch einen Gemeinschaftsbeschluss der Gesellschafter, der unter den für ordentliche Beschlüsse geltenden Bedingungen gefasst wird, abberufen werden. Die Abberufung des Generaldirektors von seinem Amt berechtigt zu keinerlei Entschädigung.

Außerdem wird der Generaldirektor von Rechts wegen in den folgenden Fällen abberufen:

- Auflösung, Sanierung, gerichtliche Abwicklung oder Geschäftsführungsverbot der juristischen Person, die Generaldirektor ist;
- Ausschluss des Gesellschafters, der Generaldirektor ist;
- Verbot der Leitung, Geschäftsführung, Verwaltung oder Kontrolle eines Unternehmens oder einer juristischen Person, Geschäftsunfähigkeit oder Privatinsolvenz der natürlichen Person, die Generaldirektor ist.

Vergütung

Die eventuelle Vergütung des Generaldirektors wird mit dem Beschluss seiner Ernennung festgesetzt, außer was das aus seinem Arbeitsvertrag hervorgehende Gehalt anbelangt.

Befugnisse

Vorbehaltlich einer durch den Ernennungsbeschluss oder einen späteren Beschluss festgesetzten Einschränkung verfügt der Generaldirektor über dieselben Leitungsbefugnisse wie der Präsident.

In dieser Eigenschaft ist er mit allen notwendigen Befugnissen ausgestattet, um unter allen Umständen im Namen der Gesellschaft zu handeln, innerhalb der Grenzen des Gesellschaftszwecks und der Befugnisse, die durch die gesetzlichen Bestimmungen und die vorliegende Satzung ausdrücklich dem Alleingesellschafter oder der Gesellschaftergemeinschaft übertragen wurden. Der Generaldirektor verfügt über die Befugnis, die Gesellschaft gegenüber Dritten zu vertreten.

In seinen Beziehungen mit der Gesellschaft kann der Generaldirektor jedoch die folgenden Geschäfte nur mit vorausgehender Genehmigung des Alleingesellschafters abwickeln, ohne dass diese Beschränkungen gegenüber Dritten wirksam sind:

d'immeubles de droits réels ou de fonds de commerce ou d'éléments de fonds de commerce, b. Constitution d'hypothèques, de gages et nantissements, notamment de nantissements sur le fonds de commerce, de garanties, de cautionnements sur les biens mobiliers et immobiliers de la société et constitutions de sûretés réelles de toute sorte, c. Acquisitions ou cessions de biens d'équipement pour une valeur supérieure à 60.000 Euros HT, d. Conclusion de baux de toute sorte, e. Constitution ou liquidation de sociétés filiales, de succursales ou agences, prise de participation, fusions et scissions et toute aliénation ou disposition de droits sociaux dans d'autres entreprises, f. Opérations d'investissements ou installations de matériel nouveau, lorsqu'elles sortent du cadre des opérations courantes d'entretien, g. Octroi de cautions et autres garanties au nom de la société, h. Etablissement ou révocation des procurations générales, i. Participer à un procès ou une procédure d'arbitrage, tant en demande qu'en défense ainsi qu'intervenir à toutes solutions transactionnelles, j. Modifications essentielles dans les relations juridiques avec les sociétés du groupe, k. Toute mesure ne ressortant pas de l'activité habituelle de la société. l. Conclusion de tout contrat d'agent commercial dès lors que la commission	a. Kauf, Verkauf, Einbringung oder Tausch von Immobilien, dinglichen Rechten oder Geschäftsbetrieben oder Teilen davon, b. Bestellung von Hypotheken, Pfandrechten und Verpfändungen, insbesondere Verpfändungen des Geschäftsbetriebs, Garantien, Bürgschaften für das bewegliche und unbewegliche Vermögen der Gesellschaft sowie Bestellung von dinglichen Sicherheiten aller Art, c. Erwerb oder Veräußerung von Ausrüstungsgütern zu einem Wert über 60.000 EUR o. USt., d. Abschluss von Miet- und Pachtverträgen aller Art, e. Gründung oder Auflösung von Tochtergesellschaften, Zweigniederlassungen oder Filialen, Erwerb von Beteiligungen, Verschmelzungen und Spaltungen sowie Übertragung oder Verfügung über Gesellschaftsrechte an anderen Unternehmen, f. Investitionsgeschäfte oder Installationen von neuer Ausrüstung, wenn sie über den Rahmen der laufenden Instandhaltungsarbeiten hinausgehen, g. Gewährung von Bürgschaften und sonstigen Garantien im Namen der Gesellschaft, h. Ausstellung oder Widerruf von Generalvollmachten, i. Teilnahme an einem Rechtsstreit oder an einem Schiedsverfahren als Kläger oder als Beklagter, sowie Beteiligung an allen Vergleichslösungen, j. Wesentliche Änderungen in den Rechtsbeziehungen zu den Unternehmen der Firmengruppe, k. Jede Maßnahme, die nicht aus der üblichen Tätigkeit der Gesellschaft hervorgeht. l. Abschluss jedes Handelsvertretervertrags, sobald die durchschnittliche Provision 15 %
--	---

moyenne dépasse 15 % - Au-delà de ce montant, une double signature est nécessaire,

m. Signature de tous accords relatifs à des prêts et toute demande et octroi de crédits d'un montant supérieur à € 25.000 – Au-delà de ce montant, une double signature est nécessaire,

n. Signature de tous contrats engageant la société pour un montant supérieur à € 60.000 HT – Au-delà de ce montant, une double signature est nécessaire,

Par ailleurs, l'ensemble des opérations réalisées par le Directeur Général d'un montant supérieur à € 60.000 devront recueillir la double signature soit du Président et du Directeur Général, soit de deux Directeurs Généraux.

Il est précisé que la Société est engagée même par les actes du Directeur Général qui ne relèvent pas de l'objet social, sauf si elle apporte la preuve que le tiers avait connaissance du dépassement de l'objet social ou qu'il ne pouvait l'ignorer compte tenu des circonstances, la seule publication des statuts ne pouvant suffire à constituer cette preuve.

Le Directeur Général peut, sous sa responsabilité, consentir toutes délégations de pouvoirs à tout tiers pour un ou plusieurs objets déterminés.

ARTICLE 19 - Conventions entre la Société et ses dirigeants

Toute convention intervenant, directement ou par personne interposée entre la Société et son Président, l'un de ses dirigeants, son associé unique ou l'un de ses associés disposant d'une fraction des droits de vote supérieure à 10 % ou, s'il s'agit d'une société associée, la Société la contrôlant au sens de l'article L 233-3 du Code de commerce doit être portée à la connaissance des Commissaires aux comptes dans le mois de sa conclusion.

Le Président ou l'intéressé doit, dans le mois de la conclusion d'une convention, en aviser le

übersteigt – über diesen Betrag hinaus besteht eine Gegenzeichnungspflicht,

m. Unterzeichnung aller Vereinbarungen in Bezug auf Darlehen und alle Darlehensanträge und -gewährungen über 25.000 EUR – über diesen Betrag hinaus besteht eine Gegenzeichnungspflicht,

n. Unterzeichnung aller Verträge, die das Unternehmen für einen Betrag von mehr als 60.000 EUR o. USt. verpflichten – über diesen Betrag hinaus besteht eine Gegenzeichnungspflicht,

Darüber hinaus müssen alle vom Generaldirektor ausgeführten Transaktionen mit einem Betrag von mehr als 60.000 EUR entweder vom Präsidenten und dem Generaldirektor oder von zwei Generaldirektoren unterzeichnet werden.

Es wird klargestellt, dass die Gesellschaft selbst durch Handlungen des Generaldirektors, die nicht unter den Gesellschaftszweck fallen, verpflichtet wird, es sei denn, sie erbringt den Nachweis, dass der Dritte von der Überschreitung des Gesellschaftszwecks Kenntnis hatte oder unter den gegebenen Umständen nicht in Unkenntnis darüber sein konnte, wobei die Veröffentlichung der Satzung allein nicht ausreicht, um diesen Beweis zu erbringen.

Der Generaldirektor kann unter seiner Verantwortung an jeglichen Dritten für einen oder mehrere bestimmte Zwecke jegliche Befugnisse abtreten.

§ 19 – Vereinbarungen zwischen der Gesellschaft und ihren Leitern

Jede Vereinbarung, die direkt oder über eine Mittelsperson zwischen der Gesellschaft und ihrem Präsidenten, einem ihrer Leiter, ihrem Alleingesellschafter oder einem ihrer Gesellschafter mit einem Anteil der Stimmrechte von mehr als 10 % oder, wenn es sich um ein verbundenes Unternehmen handelt, der Gesellschaft, die sie im Sinne von Artikel L 233-3 des *Code de commerce* [französisches Handelsgesetzbuch] kontrolliert, getroffen wird, muss den Abschlussprüfern innerhalb eines Monats nach ihrem Abschluss zur Kenntnis gebracht werden.

Der Präsident oder der Betreffende hat innerhalb eines Monats nach Abschluss einer Vereinbarung

Commissaire aux comptes par lettre recommandée avec demande d'avis de réception, si la Société en est dotée.

Le Président ou le Commissaire aux comptes, si la Société en est dotée, présente à l'associé unique ou aux associés un rapport sur la conclusion et l'exécution des conventions au cours de l'exercice écoulé. L'associé unique ou les associés statuent sur ce rapport lors de la décision statuant sur les comptes de cet exercice.

Si la société ne comporte qu'un seul associé, ces conventions ne font pas l'objet d'un rapport mais doivent être mentionnées sur le registre des décisions de l'associé unique.

Les interdictions prévues à l'article L 225-43 du Code de commerce s'appliquent au Président et aux dirigeants de la Société.

ARTICLE 20 - Commissaires aux comptes

L'associé unique ou la collectivité des associés désigne, lorsque cela est obligatoire en vertu des dispositions légales et réglementaires, pour la durée, dans les conditions et avec la mission fixée par la loi, notamment en ce qui concerne le contrôle des comptes sociaux, un ou plusieurs Commissaires aux comptes titulaires et un ou plusieurs Commissaires aux comptes suppléants, dans le cadre d'un audit légal classique ou de l'audit légal réservé aux petites entreprises.

Lorsque la désignation d'un Commissaire aux comptes titulaire et d'un Commissaire aux comptes suppléant demeure facultative, c'est à l'associé unique ou à la collectivité des associés, qu'il appartient de procéder à de telles désignations, si il ou elle le juge opportun.

En outre, la nomination d'un Commissaire aux comptes pourra être demandée en justice par un ou plusieurs associés représentant au moins le dixième du capital.

Les Commissaires aux comptes doivent être invités à participer à toutes les décisions collectives dans les

den Abschlussprüfer – sofern vorhanden – per Einschreiben mit Rückschein davon zu benachrichtigen.

Der Vorsitzende oder der Abschlussprüfer – sofern vorhanden – legt dem Alleingesellschafter oder den Gesellschaftern einen Bericht über den Abschluss und die Durchführung der Vereinbarungen im abgelaufenen Geschäftsjahr vor. Der Alleingesellschafter oder die Gesellschafter entscheiden beim Beschluss über die Feststellung des Jahresabschlusses für dieses Geschäftsjahr über den Bericht.

Wenn die Gesellschaft nur einen einzigen Gesellschafter hat, wird über diese Vereinbarungen kein Bericht erstellt, sie müssen aber im Register der Beschlüsse des Alleingeschafters erwähnt werden.

Die unter Art. L . 225-43 des *Code de Commerce* [französisches Handelsgesetzbuch] vorgesehenen Verbote gelten für den Präsidenten und die Leiter der Gesellschaft.

§ 20 – Abschlussprüfer

Falls dies kraft der gesetzlichen Bestimmungen und Vorschriften Pflicht ist, ernennen der Alleingesellschafter oder die Gesellschaftergemeinschaft für die Dauer, unter den Bedingungen und mit dem Auftrag, der gesetzlich festgelegt ist, insbesondere in Bezug auf die Prüfung der Jahresabschlüsse, einen oder mehrere ordentliche Abschlussprüfer und einen oder mehrere stellvertretende Abschlussprüfer im Rahmen einer klassischen gesetzlichen Abschlussprüfung oder der gesetzlichen Abschlussprüfung, die kleinen Unternehmen vorbehalten ist.

Wenn die Bestellung eines amtierenden und eines stellvertretenden Abschlussprüfers freiwillig bleibt, obliegt es dem Alleingesellschafter oder der Gesellschaftergemeinschaft, diese Bestellung vorzunehmen, sofern er bzw. sie dies für angemessen hält.

Außerdem kann die Bestellung eines Abschlussprüfers von einem oder mehreren Gesellschaftern, die mindestens ein Zehntel des Kapitals vertreten, gerichtlich beantragt werden.

Die Abschlussprüfer sind unter denselben Bedingungen wie die Gesellschafter zur Teilnahme

Ba

mêmes conditions que les associés.

ARTICLE 21 - Représentation sociale

Si un comité social et économique est institué, les délégués de ce comité exercent les droits qui leur sont attribués par la loi auprès du Président ou de l'un des Directeurs Généraux.

TITRE V DECISIONS DES ASSOCIES

ARTICLE 22 - Décisions de l'associé unique

Compétence de l'associé unique

L'associé unique est seul compétent pour :

- approuver les comptes annuels et affecter le résultat ;
- nommer et révoquer le Président ;
- nommer et révoquer le Directeur Général ;
- nommer les Commissaires aux comptes ;
- décider la transformation de la Société, une opération de fusion, de scission, d'augmentation, de réduction ou d'amortissement du capital ;
- modifier les statuts ;
- déterminer les conditions et modalités des avances en compte courant;
- dissoudre la Société.

L'associé unique ne peut pas déléguer ses pouvoirs.

Forme des décisions

Les décisions unilatérales de l'associé unique sont répertoriées dans un registre coté et paraphé.

Information de l'associé unique ou des associés

1 - L'associé unique non Président, indépendamment de son droit d'information préalable à l'approbation annuelle des comptes, peut à toute époque, prendre connaissance au siège social des documents prévus par la loi et relatifs aux trois derniers exercices

an allen Gemeinschaftsbeschlüssen einzuberufen.

§ 21 – Personalvertretung

Wird ein Sozial- und Wirtschaftsausschuss eingerichtet, üben die Mitglieder dieses Ausschusses die ihnen vom Gesetz zugewiesenen Rechte gegenüber dem Präsidenten oder einem der Generaldirektoren aus.

KAPITEL V BESCHLÜSSE DER GESELLSCHAFTER

§ 22 – Beschlüsse des Alleingesellschafters

Zuständigkeit des Alleingesellschafters

Der Alleingesellschafter ist als einziger für Folgendes zuständig:

- Feststellung des Jahresabschlusses und Zuweisung des Ergebnisses;
- Ernennung und Abberufung des Präsidenten;
- Ernennung und Abberufung des Generaldirektors;
- Ernennung des Abschlussprüfers;
- Beschluss über die Umwandlung der Gesellschaft, eine Fusion, Spaltung, Kapitalerhöhung, Kapitalherabsetzung oder Rückzahlung des Kapitals;
- Änderung der Satzung;
- Festlegung der Bedingungen und Modalitäten für Kontokorrentvorschüsse;
- Auflösung der Gesellschaft.

Der Alleingesellschafter kann seine Befugnisse nicht delegieren.

Form der Beschlüsse

Die einseitigen Beschlüsse des Alleingesellschafters werden in einem nummerierten und paraphierten Register festgehalten.

Information des Alleingesellschafters oder der Gesellschafter

1 – Der Alleingesellschafter, der nicht Präsident ist, kann unabhängig von seinem Informationsrecht vor der jährlichen Feststellung des Jahresabschlusses jederzeit am Gesellschaftssitz Einsicht in die gesetzlich vorgeschriebenen Dokumente der letzten

sociaux. 2 - Lorsque la Société comporte plusieurs associés, l'étendue et les modalités de leurs droits d'information et de communication sont déterminées par les dispositions légales et réglementaires en vigueur. <u>ARTICLE 23 - Décisions collectives des associés</u> Les pouvoirs qui sont dévolus à l'associé unique dans le cadre de la Société unipersonnelle sont exercés par la collectivité des associés lorsque celle-ci perd son caractère unipersonnel. <u>Décisions collectives obligatoires</u> La collectivité des associés est seule compétente pour prendre les décisions suivantes : ▪ Modification du capital social : augmentation (sous réserve des éventuelles délégations qu'elle pourrait consentir, dans les conditions prévues par la loi), amortissement et réduction ; ▪ Transformation de la société ; ▪ Fusion, scission, apport partiel d'actifs ; ▪ Dissolution, ▪ Nomination des Commissaires aux comptes ; ▪ Nomination, rémunération, révocation du Président ; ▪ Nomination, rémunération, révocation du Directeur Général ; ▪ Approbation des comptes annuels et affectation des résultats ; ▪ Approbation des conventions conclues entre la Société et ses dirigeants ou associés ; ▪ Modification des statuts, sauf transfert du siège social ; ▪ Nomination du liquidateur et décisions relatives aux opérations de liquidation ; ▪ Agrément des cessions d'actions. <u>Règles de majorité</u> La collectivité des associés ne délibère valablement que si les associés présents ou représentés ou exprimant leur droit de vote rassemblent plus de la moitié des actions ayant le droit de vote. Sauf stipulations expresses contraires des présents	drei Geschäftsjahre nehmen. 2 – Wenn die Gesellschaft mehrere Gesellschafter umfasst, unterliegen der Umfang und die Modalitäten ihrer Informations- und Kommunikationsrechte den gesetzlichen Bestimmungen und Vorschriften. <u>§ 23 – Gemeinschaftsbeschlüsse der Gesellschafter</u> Die Befugnisse, die bei der Einpersonengesellschaft dem Alleingesellschafter zufallen, werden von der Gesellschaftergemeinschaft ausgeübt, falls diese ihren Einpersonencharakter verliert. <u>Zwingende Gemeinschaftsbeschlüsse</u> Für die folgenden Beschlüsse ist ausschließlich die Gesellschaftergemeinschaft zuständig: ▪ Änderung des Grundkapitals: Erhöhung (vorbehaltlich der eventuellen Vollmachterteilungen, die sie unter den gesetzlich vorgesehenen Bedingungen gewähren könnte), Rückzahlung oder Herabsetzung des Kapitals, ▪ Umwandlung der Gesellschaft, ▪ Fusion, Spaltung, Einbringung von Unternehmensteilen, ▪ Auflösung, ▪ Ernennung der Abschlussprüfer, ▪ Ernennung, Vergütung und Abberufung des Präsidenten, ▪ Ernennung, Vergütung und Abberufung des Generaldirektors, ▪ Feststellung des Jahresabschlusses und Ergebnisuweisung, ▪ Genehmigung von zwischen der Gesellschaft und ihren Leitern oder Gesellschaftern getroffenen Vereinbarungen, ▪ Satzungsänderungen, abgesehen von der Verlegung des Gesellschaftssitzes, ▪ Ernennung des Liquidators und Beschlüsse bezüglich der Liquidationsgeschäfte; ▪ Genehmigung der Aktienübertragungen. <u>Mehrheitsbedingungen</u> Die Gesellschaftergemeinschaft ist nur dann beschlussfähig, wenn die anwesenden oder vertretenen oder abstimmenden Gesellschafter mehr als die Hälfte der stimmberechtigten Aktien vertreten. Sofern im vorliegenden Gesellschaftsvertrag nicht
---	--

statuts, les décisions collectives des associés sont adoptées à la majorité des voix des associés disposant du droit de vote, présents ou représentés. Sous la même réserve, le droit de vote attaché aux actions est proportionnel à la quotité du capital qu'elles représentent. Chaque action donne droit à une voix au moins.

Par exception aux dispositions qui précèdent, les décisions collectives limitativement énumérées ci-après doivent être adoptées à l'unanimité des associés disposant du droit de vote :

- celles prévues par les dispositions légales ;
- les décisions ayant pour effet d'augmenter les engagements des associés et notamment l'augmentation du capital par majoration du montant nominal des titres de capital autrement que par incorporation de réserves, bénéfices ou primes d'émission (C. com. Art. L 225-130, al. 2);
- la prorogation de la Société,
- la transformation de la Société en société d'une autre forme.

Modalités des décisions collectives

Les décisions collectives sont prises sur convocation ou à l'initiative du Président.

Elles résultent de la réunion d'une assemblée ou d'un procès-verbal signé par tous les associés. Elles peuvent également être prises par tous moyens de télécommunication électronique.

Pendant la période de liquidation de la Société, les décisions collectives sont prises sur convocation ou à l'initiative du Liquidateur.

Tout associé a le droit de participer aux décisions collectives, personnellement ou par mandataire, ou à distance, par voie électronique, dans les conditions prévues par la loi et les présents statuts, quel que soit le nombre d'actions qu'il possède. Il doit justifier de son identité et de l'inscription en compte de ses actions au jour de la décision collective trois jours ouvrés au moins avant la réunion de l'assemblée, à zéro heure, heure de Paris.

ausdrücklich anders angegeben, werden die Gemeinschaftsbeschlüsse der Gesellschafter mit der Mehrheit der Stimmen der anwesenden oder vertretenen stimmberechtigten Gesellschafter gefasst. Unter demselben Vorbehalt ist das mit den Aktien verbundene Stimmrecht proportional zum Kapitalanteil, den sie vertreten. Jede Aktie berechtigt zu mindestens einer Stimme.

Abweichend von den vorausgehenden Bestimmungen müssen die nachfolgend erschöpfend aufgeführten Gemeinschaftsbeschlüsse von den stimmberechtigten Gesellschaftern einstimmig gefasst werden:

- die durch die gesetzlichen Bestimmungen vorgesehenen Beschlüsse;
- Beschlüsse, die die Erhöhung der Verpflichtungen der Gesellschafter zur Folge haben, und insbesondere die Kapitalerhöhung durch Erhöhung des Nennbetrags der vorhandenen Kapitalanteile auf andere Weise als durch die Auflösung von Rücklagen, Gewinnen oder Emissionsprämien (*Code de commerce* Art. L 225-130 Abs. 2),
- die Verlängerung der Dauer der Gesellschaft,
- die Umwandlung der Gesellschaft in eine Gesellschaft einer anderen Rechtsform.

Modalitäten der Gemeinschaftsbeschlüsse

Gemeinschaftsbeschlüsse werden auf Einberufung oder auf Betreiben des Präsidenten gefasst.

Sie ergeben sich durch die Abhaltung einer Versammlung oder durch ein von allen Gesellschaftern unterzeichnetes Protokoll. Sie können auch durch beliebige elektronische Telekommunikationsmittel gefasst werden.

Während der Liquidationsphase der Gesellschaft werden die Gemeinschaftsbeschlüsse auf Einberufung oder auf Betreiben des Liquidators gefasst.

Jeder Gesellschafter ist dazu berechtigt, persönlich oder über einen Bevollmächtigten oder aus der Ferne auf elektronischem Wege an den Gemeinschaftsbeschlüssen teilzunehmen, unter den durch das Gesetz und die vorliegende Satzung vorgesehenen Bedingungen, unabhängig von der Zahl der Aktien, die er besitzt. Er hat seine Identität und die Eintragung seiner Aktien im Konto am Tag des Gemeinschaftsbeschlusses mindestens drei Arbeitstage vor dem Zusammentreten der Versammlung um 0 Uhr Pariser Ortszeit nachzuweisen.

Assemblées

Les associés se réunissent en assemblée sur convocation du Président au siège social ou en tout autre lieu mentionné dans la convocation.

Toutefois, tout associé disposant de 25 % du capital peut demander au Président la convocation d'une assemblée.

Selon l'article L. 2323-67 du Code du travail, le Comité Social et Economique peut demander en justice la désignation d'un mandataire chargé de convoquer l'assemblée générale des associés en cas d'urgence.

La convocation est effectuée par tous moyens de communication écrite 8 jours au moins avant la date de la réunion. Elle indique l'ordre du jour.

Toutefois, l'assemblée peut se réunir sans délai si tous les associés y consentent.

L'assemblée est présidée par le Président ou, en son absence par un associé désigné par l'assemblée.

Lors de chaque assemblée, une feuille de présence mentionnant l'identité de chaque associé, le nombre d'actions et le nombre de voix dont il dispose sera établie et certifiée par le président de séance après avoir été dûment émargée par les associés présents ou leurs représentants.

Les associés peuvent se faire représenter aux délibérations de l'assemblée par un autre associé ou par un tiers. Les pouvoirs peuvent être donnés par tous moyens écrits et notamment par télécopie.

En cas de vote à distance au moyen d'un formulaire de vote électronique, ou d'un vote par procuration donné par signature électronique, celui-ci s'exerce dans les conditions prévues par la réglementation en vigueur, soit sous la forme d'une signature électronique sécurisée au sens du décret N° 2001-272 du 30 Mars 2001, soit sous la forme d'un procédé fiable d'identification garantissant son lien avec l'acte

Versammlungen

Die Gesellschafter treten auf Einberufung des Präsidenten am Gesellschaftssitz oder an einem anderen in der Einberufung angegebenen Ort zur Versammlung zusammen.

Jeder Gesellschafter, der über 25 % des Kapitals verfügt, kann jedoch vom Präsidenten die Einberufung einer Versammlung verlangen.

Gemäß Art. L. 2323-67 des *Code du travail* [französisches Arbeitsgesetzbuch] kann der Sozial- und Wirtschaftsausschuss die gerichtliche Bestellung eines Bevollmächtigten beantragen, der in einem dringenden Fall mit der Einberufung der Gesellschafterversammlung beauftragt wird.

Die Einberufung erfolgt durch ein beliebiges schriftliches Kommunikationsmittel mindestens 8 Tage vor dem Versammlungsdatum. Sie enthält die Tagesordnung.

Die Versammlung kann jedoch ohne Einhaltung einer Frist zusammentreten, wenn alle Gesellschafter dem zustimmen.

Den Vorsitz der Versammlung übernimmt der Präsident, oder bei dessen Abwesenheit ein durch die Versammlung bestimmter Gesellschafter.

Bei jeder Versammlung wird eine Anwesenheitsliste angelegt, die die Identität jedes Gesellschafters, die Zahl der Aktien und die Zahl der ihm zustehenden Stimmen angibt, und vom Sitzungspräsidenten beglaubigt wird, nachdem sie von den anwesenden Gesellschaftern oder deren Vertretern ordnungsgemäß abgezeichnet wurde.

Die Gesellschafter können sich bei den Beschlüssen der Versammlung durch einen anderen Gesellschafter oder durch einen Dritten vertreten lassen. Die Vollmachten können durch alle schriftlichen Kommunikationsmittel und insbesondere per Fax erteilt werden.

Im Fall einer Fernabstimmung mit Hilfe eines elektronischen Abstimmformulars oder im Fall der Abstimmung durch eine per elektronische Signatur erteilte Vollmacht wird diese unter den von der geltenden Gesetzgebung vorgesehenen Bedingungen ausgeübt, entweder in Form einer gesicherten elektronischen Signatur im Sinne des Erlasses 2001-272 vom 30.03.2001, oder in Form

auquel elle se rattache. Le Président de séance établit un procès-verbal des délibérations devant contenir les mentions prévues à l'article ci-après. <u>Procès-verbaux des décisions collectives</u> Les décisions collectives prises en assemblée doivent être constatées par écrit dans des procès-verbaux établis sur un registre spécial ou sur des feuilles mobiles numérotées. Les procès-verbaux sont signés par le Président de l'assemblée et par les associés présents. Les procès-verbaux doivent indiquer la date et le lieu de la réunion, les noms, prénoms et qualité du Président de séance, l'identité des associés présents et représentés, les documents et informations communiqués préalablement aux associés, un résumé des débats, ainsi que le texte des résolutions mises aux voix et pour chaque résolution le sens du vote de chaque associé. En cas de décision collective résultant du consentement unanime de tous les associés exprimés dans un acte, cet acte doit mentionner les documents et informations communiqués préalablement aux associés. Il est signé par tous les associés et retranscrit sur le registre spécial ou sur les feuilles mobiles numérotées visés ci-dessus. <u>Information préalable des associés</u> Quel que soit le mode de consultation, toute décision des associés doit avoir fait l'objet d'une information préalable comprenant tous les documents et informations permettant aux associés de se prononcer en connaissance de cause sur la ou les résolutions soumises à leur approbation. Lorsque les décisions collectives doivent être prises en application de la loi sur le ou les rapports du Président et/ou des Commissaires aux comptes, le ou les rapports doivent être communiqués aux associés 5 jours avant la date d'établissement du procès-verbal de la décision des associés.	eines zuverlässigen Identifizierungsverfahrens, das die Verbindung zu der Handlung, zu der es gehört, garantiert. Der Vorsitzende fertigt ein Protokoll über die Beschlüsse an, das die im nachfolgenden Paragraphen vorgesehenen Angaben zu enthalten hat. <u>Protokolle der Gemeinschaftsbeschlüsse</u> Die bei der Versammlung gefassten Gemeinschaftsbeschlüsse der Gesellschafter sind in schriftlichen Protokollen festzuhalten, die in einem Spezialregister oder auf nummerierten losen Blättern erstellt werden. Die Protokolle werden durch den Vorsitzenden der Sitzung und durch die anwesenden Gesellschafter unterzeichnet. In den Protokollen sind das Datum und der Ort der Versammlung, der Name, Vorname und die Eigenschaft des Vorsitzenden, die Identität der anwesenden und der vertretenen Gesellschafter, die vorausgehend den Gesellschaftern zugestellten Unterlagen und Informationen, eine Zusammenfassung der Diskussionen, sowie der Text der zur Abstimmung gebrachten Beschlüsse, und für jeden Beschluss die abgegebene Stimme jedes Gesellschafters anzugeben. Im Fall eines Gemeinschaftsbeschlusses, der aus der urkundlich festgehaltenen einstimmigen Zustimmung aller Gesellschafter hervorgeht, sind in dieser Urkunde die den Gesellschaftern vorausgehend zugestellten Unterlagen und Informationen anzugeben. Sie wird von allen Gesellschaftern unterzeichnet und in das oben angegebene Spezialregister oder die oben angegebenen nummerierten losen Blätter übernommen. <u>Vorausgehende Information der Gesellschafter</u> Unabhängig von der Befragungsweise hat für jeden Beschluss der Gesellschafter eine vorausgehende Information zu erfolgen, die alle Unterlagen und Informationselemente umfasst, anhand derer die Gesellschafter in Kenntnis der Sachlage über den bzw. die ihnen zur Abstimmung vorgelegten Beschlüsse entscheiden können. Wenn die Gemeinschaftsbeschlüsse in Anwendung des Gesetzes über den oder die Berichte des Präsidenten bzw. des/der Abschlussprüfer zu erfolgen haben, müssen der oder die Berichte den Gesellschaftern 5 Tage vor dem Datum der Anfertigung des Protokolls über den Beschluss der
--	---

B5

Gesellschafter zugestellt werden.

Les associés peuvent à toute époque mais sous réserve de ne pas entraver la bonne marche de la Société, consulter au siège social, et, le cas échéant prendre copie, pour les trois derniers exercices, des registres sociaux, de l'inventaire et des comptes annuels, du tableau des résultats des cinq derniers exercices, des comptes consolidés, s'il y a lieu, des rapports de gestion du Président et des rapports des Commissaires aux comptes, si la société en est dotée.

S'agissant de la décision collective statuant sur les comptes annuels, les associés peuvent obtenir communication aux frais de la Société des comptes annuels et, le cas échéant, des comptes consolidés du dernier exercice.

TITRE VI EXERCICE SOCIAL - COMPTES ANNUELS – AFFECTATION DES RESULTATS

ARTICLE 24 - Exercice social

L'exercice social commence le premier janvier de chaque année et se termine le trente et un décembre de chaque année.

ARTICLE 25 - Etablissement et approbation des comptes annuels

Le Président établit les comptes annuels de l'exercice.

Dans les six mois de la clôture de l'exercice, les associés doivent statuer par décision collective sur les comptes annuels.

Lorsque des comptes consolidés sont établis, ils sont présentés avec le rapport de gestion du groupe, et les rapports des Commissaires aux comptes, lors de cette décision collective.

ARTICLE 26 - Affectation et répartition des résultats

Associé unique

Unter dem Vorbehalt, dass sie den reibungsfreien Betriebsablauf der Gesellschaft nicht beeinträchtigen, können die Gesellschafter jederzeit am Gesellschaftssitz für die drei letzten Geschäftsjahre die Register, die Bestandsaufnahme und den Jahresabschluss, die Ergebnisaufstellung der fünf letzten Geschäftsjahre, den Konzernabschluss sowie gegebenenfalls die Geschäftsberichte des Präsidenten und die Berichte der Abschlussprüfer, sofern vorhanden, einsehen und gegebenenfalls kopieren.

Für den Gemeinschaftsbeschluss bezüglich des Jahresabschlusses können sich die Gesellschafter auf Kosten der Gesellschaft den Jahresabschluss sowie gegebenenfalls den Konzernabschluss des letzten Geschäftsjahres zustellen lassen.

KAPITEL VI – GESCHÄFTSJAHR – JAHRESABSCHLUSS – ERGEBNISVERWENDUNG

§ 24 – Geschäftsjahr

Das Geschäftsjahr beginnt am 1. Januar eines jeden Jahres und endet am 31. Dezember eines jeden Jahres.

§ 25 – Erstellung und Genehmigung des Jahresabschlusses

Der Präsident erstellt den Jahresabschluss des Geschäftsjahres.

Innerhalb von sechs Monaten nach Abschluss des Geschäftsjahres müssen die Gesellschafter per Gemeinschaftsbeschluss über den Jahresabschluss entscheiden.

Sofern ein Konzernabschluss erstellt wird, wird dieser mit dem Lagebericht des Konzerns und den Berichten der Abschlussprüfer bei diesem Gemeinschaftsbeschluss mit vorgelegt.

§ 26 – Ergebnisverwendung und -verteilung

Alleingesellschafter

Le bénéfice distribuable est constitué par le bénéfice de l'exercice diminué, le cas échéant, des pertes antérieures ainsi que des sommes nécessaires aux dotations de la réserve légale, des réserves statutaires et augmenté du report bénéficiaire. Sur le bénéfice distribuable, il est prélevé tout d'abord toute somme que l'associé unique décidera de reporter à nouveau sur l'exercice suivant ou d'affecter à la création de tous fonds de réserve extraordinaire, de prévoyance ou autre avec une affectation spéciale ou non. Le surplus est attribué à l'associé unique. L'associé unique peut décider d'opter, pour tout ou partie du dividende mis en distribution, entre le paiement du dividende en numéraire ou en actions émises par la Société, ceci aux conditions fixées ou autorisées par la loi. Pluralité d'associés 1. Toute action en l'absence de catégorie d'actions ou toute action d'une même catégorie dans le cas contraire, donne droit à une part nette proportionnelle à la quote-part du capital qu'elle représente, dans les bénéfices et réserves ou dans l'actif social, au cours de l'existence de la Société comme en cas de liquidation. Chaque action supporte les pertes sociales dans les mêmes proportions. 2. Après approbation des comptes et constatation de l'existence d'un bénéfice distribuable, les associés décident sa distribution, en totalité ou en partie, ou son affectation à un ou plusieurs postes de réserves dont ils règlent l'affectation et l'emploi. 3. La décision collective des associés peut décider la mise en distribution de toute somme prélevée sur le report à nouveau bénéficiaire ou sur les réserves disponibles en indiquant expressément les postes de réserves sur lesquels ces prélèvements sont effectués. Toutefois, les dividendes sont prélevés par priorité sur le bénéfice distribuable de l'exercice. La décision collective des associés ou, à défaut, le	Der ausschüttbare Gewinn besteht aus dem Gewinn des Geschäftsjahres, der gegebenenfalls um frühere Verluste sowie um die Beträge verringert wird, die für die Einstellung in die gesetzliche Rücklage und die satzungsmäßigen Rücklagen erforderlich sind, und um den Gewinnvortrag erhöht wird. Vom ausschüttungsfähigen Gewinn werden zunächst jegliche Beträge abgezogen, deren Vortrag auf das folgende Geschäftsjahr, oder deren Zuweisung für die Bildung eines außerordentlichen Reserve-, Vorsorge- oder anderen Fonds mit oder ohne besondere Zweckbestimmung der Alleingesellschafter beschließt. Der darüberhinausgehende Betrag wird dem Alleingesellschafter zugeteilt. Der Alleingesellschafter kann beschließen, für die gesamte oder einen Teil der ausgeschütteten Dividende zwischen der Bezahlung der Dividende in bar oder in von der Gesellschaft ausgegebenen Aktien zu wählen, und zwar zu den gesetzlich festgelegten oder erlaubten Bedingungen. Im Falle mehrerer Gesellschafter 1. Jede Aktie, sofern keine Aktiengattungen vorhanden sind, oder andernfalls jede Aktie derselben Aktiengattung, berechtigt während des Bestehens der Gesellschaft sowie im Fall ihrer Liquidation zu einem Nettoanteil an den Gewinnen und Rücklagen oder am Gesellschaftsvermögen, der proportional zum Kapitalanteil ist, den sie vertritt. Auf jeder Aktie lasten die Gesellschaftsverluste im entsprechenden Verhältnis. 2. Nach Feststellung des Jahresabschlusses beschließen die Gesellschafter bei Ermittlung des Vorhandenseins eines ausschüttungsfähigen Gewinnes dessen vollständige oder teilweise Ausschüttung, oder seine Zuweisung zu einem oder mehreren Rücklageposten, deren Verwendungszweck und Nutzung sie festlegen. 3. Durch einen Gemeinschaftsbeschluss der Gesellschafter kann die Verteilung jeglicher vom Gewinnvortrag oder von den verfügbaren Rücklagen entnommenen Beträge beschlossen werden, wobei ausdrücklich die Rücklageposten anzugeben sind, denen die Beträge entnommen werden. Jedoch werden Dividenden vorzugsweise auf den ausschüttungsfähigen Gewinn des Geschäftsjahres erhoben. Durch den Gemeinschaftsbeschluss der
---	---

Président, fixe les modalités de paiement des dividendes.	Gesellschafter oder, in Ermangelung, des Präsidenten, werden die Zahlungsmodalitäten der Dividenden festgesetzt.
TITRE VII - DISSOLUTION - LIQUIDATION DE LA SOCIETE	KAPITEL VII – AUFLÖSUNG – LIQUIDATION DER GESELLSCHAFT
<u>ARTICLE 27 - Dissolution - Liquidation de la Société</u>	<u>§ 27 – Auflösung – Liquidation der Gesellschaft</u>
La Société est dissoute dans les cas prévus par la loi ou en cas de dissolution anticipée décidée par décision de l'associé unique ou de la collectivité des associés.	Die Gesellschaft wird in den gesetzlich vorgesehenen Fällen aufgelöst oder im Falle einer vorzeitigen Auflösung, die durch einen Beschluss des Alleingesellschafters oder der Gesellschaftergemeinschaft beschlossen wird.
La décision de l'associé unique ou de la collectivité des associés qui constate ou décide la dissolution nomme un ou plusieurs Liquidateurs.	Mit dem Beschluss des Alleingesellschafters oder der Gesellschaftergemeinschaft, durch den die Auflösung festgestellt oder beschlossen wird, werden ein oder mehrere Liquidatoren ernannt.
Le Liquidateur, ou chacun d'eux s'ils sont plusieurs, représente la Société. Il dispose des pouvoirs les plus étendus pour réaliser l'actif même à l'amiable. Il est habilité à payer les créanciers sociaux et à répartir le solde disponible entre les associés.	Der Liquidator, bzw. jeder von ihnen, sofern mehrere vorhanden sind, vertritt die Gesellschaft. Er verfügt über die umfassendsten Befugnisse, um das Vermögen zu verwerten, auch auf gutlichem Wege. Er ist dazu berechtigt, die Gläubiger der Gesellschaft zu bezahlen und den verfügbaren Saldo zwischen den Gesellschaftern aufzuteilen.
L'associé unique ou la collectivité des associés peut autoriser le Liquidateur à continuer les affaires sociales en cours et à en engager de nouvelles pour les seuls besoins de la liquidation.	Der Liquidator kann vom Alleingesellschafter oder von der Gesellschaftergemeinschaft dazu ermächtigt werden, die laufenden Geschäfte fortzusetzen und ausschließlich zum Zwecke der Liquidation neue Geschäfte abzuwickeln.
Le produit net de la liquidation, après apurement du passif, est employé au remboursement intégral du capital libéré et non amorti des actions.	Der Nettoerlös der Liquidation wird nach Bereinigung der Verbindlichkeiten zur vollständigen Rückzahlung des eingezahlten und nicht abgeschrieben Aktienkapitals verwendet.
Le surplus, s'il en existe, est attribué à l'associé unique ou est réparti entre les associés proportionnellement au nombre d'actions de chacun d'eux.	Ein etwaiger Überschuss wird dem Alleingesellschafter zugewiesen, oder unter den Gesellschaftern anteilmäßig zu ihrer jeweiligen Aktienzahl aufgeteilt.
Les pertes, s'il en existe, sont supportées par l'associé unique ou par les associés jusqu'à concurrence du montant de leurs apports.	Die etwaigen Verluste werden vom Alleingesellschafter oder von den Gesellschaftern in Höhe ihrer Einlagen getragen.
Si toutes les actions sont réunies en une seule main, la dissolution de la Société entraîne, lorsque l'associé unique est une personne morale, la transmission universelle du patrimoine à l'associé unique, sans qu'il y ait lieu à liquidation,	Falls alle Aktien in einer Hand vereinigt sind und der Alleingesellschafter eine juristische Person ist, hat die Auflösung der Gesellschaft die Gesamtübertragung des Gesellschaftsvermögens auf den Alleingesellschafter zur Folge, ohne

conformément aux dispositions de l'article 1844-5 du Code civil.

TITRE VIII CONTESTATIONS

ARTICLE 28 - Contestations

Toutes les contestations qui pourraient surgir pendant la durée de la Société ou lors de sa liquidation entre la société et l'associé unique ou entre la Société et les actionnaires ou entre les actionnaires eux-mêmes, relativement aux affaires sociales ou à l'exécution des présents statuts, seront soumises aux tribunaux compétents du siège social.

STATUTS MODIFIES,
Le 05 Avril 2024

Lu et approuvé
Monsieur Bernhard Bertschi
B. Bertschi

Liquidation, gemäß den Bestimmungen von Artikel 1844-5 des Code Civil [französisches Zivilgesetzbuch].

KAPITEL VIII – STREITIGKEITEN

§ 28 – Streitigkeiten

Alle Streitigkeiten, die während der Dauer der Gesellschaft oder bei ihrer Liquidation zwischen der Gesellschaft und dem Alleingesellschafter oder zwischen der Gesellschaft und den Gesellschaftern oder zwischen den Gesellschaftern untereinander in Bezug auf die Gesellschaftsangelegenheiten oder die Ausführung dieser Satzung entstehen könnten, werden den für den Gesellschaftssitz zuständigen Gerichten vorgelegt.

GESELLSCHAFTSVERTRAG GEÄNDERT
am 05. April 2024